

Qui sont les alliés de la souveraineté?

Le Québec, otage de ses alliés : les relations du Québec avec la France et les États-Unis d'Anne Legaré, VLB éditeur, 330 p.

Elyse Marienstras

Number 199, November–December 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/18965ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Marienstras, E. (2004). Qui sont les alliés de la souveraineté? / *Le Québec, otage de ses alliés : les relations du Québec avec la France et les États-Unis* d'Anne Legaré, VLB éditeur, 330 p. *Spirale*, (199), 55–55.

QUI SONT LES ALLIÉS DE LA SOUVERAINETÉ ?

LE QUÉBEC, OTAGE DE SES ALLIÉS : LES RELATIONS DU QUÉBEC AVEC LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS

d'Anne Legaré
VLB éditeur, 330 p.

VENANT après plusieurs autres ouvrages théoriques et sociologiques de politique intérieure — *Les classes sociales au Québec*; *Le Québec : la question nationale*; *La société distincte de l'État, Québec-Canada, 1930-1980* —, cet essai bénéficie des trois facettes du parcours récent d'Anne Legaré : professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal, elle a été aussi diplomate en 1994 et 1995 dans des postes difficiles de conseillère et de déléguée à Washington et à Boston, puis codirectrice à Paris du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise (CCIFQ). La troisième facette est celle d'une militante passionnée de la cause du souverainisme québécois qu'elle dit avoir adoptée en 1990. À partir de toutes ces expériences, Anne Legaré se livre à une étude critique, parfois polémique, de la politique étrangère menée depuis dix ans par le gouvernement du Québec.

Ouvrage original puisqu'il insère l'option souverainiste dans un contexte international, ce livre est surtout un plaidoyer pour que les dirigeants québécois adoptent une vision plus hardie de la place que pourrait occuper un Québec souverain sur la scène internationale. Il appelle aussi les grandes puissances, notamment la France et les États-Unis, à prendre le Québec souverainiste au sérieux et à lui donner l'appui qu'elles lui refusent ou lui mesurent parcimonieusement aujourd'hui.

L'attitude, indifférente ou même hostile, des États-Unis à l'égard du Québec, la bonne volonté de la France plus apparente que réelle à l'égard du souverainisme québécois inspirent à l'auteure bien des amertumes, nourries de surcroît et même au premier chef, par le constat des erreurs, des naïvetés, parfois même de la duplicité des dirigeants québécois eux-mêmes : alors même que le Parti québécois était au pouvoir, les gouvernants, trop déférents ou même serviles à l'égard des gouvernements fédéraux, n'ont pas su orienter la société québécoise dans la perspective d'un succès au référendum pour l'indépendance du Québec. À qui la faute des deux échecs successifs de 1980 et de 1995 ? La plus grande part des reproches va aux États-Unis, voisin fascinant mais dominateur, modèle trompeur et puissance paternaliste, acteur qui se veut unilatéral mais qui entretient avec le Canada des relations privilégiées de dépendance mutuelle, fusionnelle pourrait-on dire. Dans la logique de l'ALÉNA (Accord de libre-échange nord-américain), et surtout du projet ZLÉA (Zone de libre-échange des Amériques) prévu pour 2005 par lequel, dans un processus qui tend à abraser les frontières

interétatiques, tout le continent sera intégré en une zone d'intérêt commun où le rôle des États sera réduit, le projet de souveraineté du Québec semble aberrant. En outre, le Canada sortirait affaibli de la sécession, ce qui ne pourrait que nuire aux intérêts de son allié.

Anne Legaré démontre, sur la base de son expérience et au moyen de fines analyses, qu'il s'agit là de politique à courte vue et que les intérêts des États-Unis ne seraient en aucun cas lésés par la création d'un État québécois souverain, y compris dans le cadre envisagé d'une intégration continentale. Comme le reste du Canada et en proportion plus grande, le Québec mène son commerce en direction de son voisin du Sud ; comme le reste du pays, il respecte les 272 traités signés dans le passé entre les États-Unis et le Canada et, en cas de sécession, deviendrait selon le droit international « État successeur », honorant à part entière les obligations découlant de chacun de ces traités. Comme le Canada, poursuit Anne Legaré — et c'est là l'argument qui peut sembler le plus vulnérable aux yeux d'un lecteur français fédéraliste —, les États-Unis ne veulent pas voir que l'existence particulière du Québec serait la garantie et le symbole même de la diversité culturelle canadienne et américaine. Dans le contexte des controverses actuelles sur le multiculturalisme, en France comme dans les Amériques, l'argument soutenu par l'auteure du *Québec, otage de ses alliés*, peut sembler spécieux ou au moins paradoxal. Mais il se fait plus convaincant lorsqu'il se développe pour démontrer que l'opposition états-unienne est d'abord idéologique et historique. C'est ainsi que, à l'égard d'une tentative de diplomatie québécoise, la politique états-unienne consiste à entraver l'action des souverainistes et à mettre tout leur poids du côté du camp fédéraliste pendant les campagnes référendaires ; cela va jusqu'à une menace d'intervention au cas où une majorité souverainiste se dégagerait des urnes et où il serait alors possible de faire appliquer la Loi sur la clarté, mise de l'avant par le gouvernement fédéral, qui permet de contester les résultats référendaires favorables aux souverainistes.

La France aussi semble tenir le Québec « en otage ». Depuis la fameuse visite du général de Gaulle à Québec, on pouvait la croire acquise au projet souverainiste québécois, comme le sont, d'ailleurs, plutôt en privé qu'officiellement, certains politiques que cite Anne Legaré, dans ses *Entretiens avec des parlementaires et des intellectuels français sur l'Europe actuelle*, de Philippe Séguin à Hubert

Védrine, ou à l'ambassadeur de France à Washington, Jacques Andréani. Mais, dit-elle, ce sont les relations houleuses entre la France et les États-Unis depuis 1940 qui empêchent la déclaration du général de porter d'autres fruits qu'imaginaires. La France est trop occupée par ses démêlés, coupés de rapprochements éphémères, avec les États-Unis, trop engagée aussi dans une politique européenne exclusive, pour tendre la main aux Québécois autrement que par la bienveillante ouverture d'une délégation à statut diplomatique à Paris et un effort en direction des échanges universitaires, certes importants pour l'avenir d'un échange culturel véritable, mais insuffisants au regard d'objectifs plus généreux.

Enfin, et surtout, le principal obstacle au succès du projet souverainiste québécois, c'est l'affaiblissement de la conscience et de la volonté d'une identité québécoise qui progressivement s'embrument à mesure que le souverainisme échoue. Ce qui nuit le plus gravement à la cause souverainiste est la notion d'américanité dans laquelle depuis quelques années se sont enfoncés de manière simpliste les dirigeants et leurs conseillers intellectuels. L'américanité, soutient Anne Legaré, c'est la négation même de ce qu'est le Québec ; c'est la définition de la nation par la territorialité, ce qui, pas plus que l'ethnicité dont on ne se réclame plus guère, n'est compatible avec la langue qui fait la singularité des Québécois. On ne peut pas dire non plus, ajoute-t-elle, que l'identité québécoise résiderait dans une « américanité francophone », car ce serait la négation du caractère particulier de la culture et de la société québécoise qui ne font qu'un avec la langue. On ne peut pas davantage définir le Québec, comme l'ont fait les souverainistes d'autrefois, comme une colonie en mal d'indépendance ; car le Québec représente, au Canada, une force vive et puissante, une nation déjà en action à laquelle, soutient Anne Legaré, il ne manque que l'État pour figurer à part égale au sein des autres nations et apporter une richesse culturelle, politique et économique supplémentaire à la zone d'intégration en projet. En mettant l'accent sur « la vocation internationale du Québec, [...] celle d'un peuple distinct en quête de sa place dans le monde », et en l'opposant à la tentation néolibérale et antisociale que représente l'américanité, Anne Legaré poursuit sur le mode de l'ouverture une approche généreuse qui se veut à la fois nationale et sociale.

Elyse MARIENSTRAS